

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2404

5 septembre 2015

SOMMAIRE

APAC CREF Luxembourg General Partner S.à r.l.	115350	International Corporate & Facility Office S.A.	115350
ASR Lux S.A.	115349	International Kunstverein Luxembourg	115355
Ayla Invest S.A.	115348	Invenergy Wind Europe S.à r.l.	115351
Bantiger Invest Holding I S.à r.l.	115349	KANTARA Co.IV. S.à r.l.	115363
BCP Management Luxembourg S.à r.l.	115350	La Cuisine de Patrice S.à r.l.	115386
Blagnac Investments S.à r.l.	115349	Maghreb Private Equity Fund III	115353
Byflan	115350	Micromed S.A.	115348
Canel S.A.	115347	MSK SICAV-SIF	115348
Compagnie Financière du Haut-Rhin S.A. ...	115347	NGS Investments S.A.	115348
Crystal A HoldCo S.à r.l.	115347	PCV Lux GP S.à r.l.	115372
Crystal A TopCo S.à r.l.	115347	Raumfuchs GmbH	115352
DBI Private Equity Fund S.A.	115346	Rumanu S.à r.l.	115352
Food Delivery Holding 28 S.à r.l.	115375	Santé Europe Investissements S.à r.l.	115352
Fresco Investments S.à r.l.	115359	Shulaya, Trier SG S.à r.l. & Cie S.C.A.	115347
HayFin Pearl LuxCo 1 S.à r.l.	115346	Southlane 1 S.à r.l.	115351
HayFin Pearl LuxCo 2 S.à r.l.	115346	Southlane 2 S.à r.l.	115352
Hea Tech	115351	S&T International S.à r.l.	115363
Helis	115346	SVT International S.à r.l.	115363
Hot Daddy'Suessem	115390	Turquoise Hill Resources Limited, Luxem- bourg Branch	115362
Hygie S.A.	115351	Van Egmond	115352
Immo Garnech S.A.	115389	Viento 1	115346
Infront Luxembourg S.à r.l.	115386		

Helis, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 1, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 120.389.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015119273/9.

(150127778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2015.

HayFin Pearl LuxCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 170.721.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015119263/10.

(150127977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2015.

HayFin Pearl LuxCo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 170.716.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015119264/10.

(150127976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Viento 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 446.038,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 178.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Viento 1 S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2015119754/11.

(150128876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2015.

DBI Private Equity Fund S.A., Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 181.451.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

For: DBI Private Equity Fund S.A.

Société d'investissement à capital variable

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015120053/14.

(150130073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Canel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 95.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015119980/9.

(150129867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Crystal A HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 52.855.703,49.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 126.950.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015119973/10.

(150129905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Crystal A TopCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 47.226.233,92.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 126.949.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015119974/10.

(150129903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Shulaya, Trier SG S.à r.l. & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 162.591.

Lors de l'assemblée générale tenue le 17 Juin 2015 il a été convenu ce qui suit:

3. résolution:

Le mandat de Commissaire Old Chap S.L. est reconduit pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120616/12.

(150129299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Compagnie Financière du Haut-Rhin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 41.214.

Veillez noter que Monsieur Kristoffer KNUTSEN réside désormais au F-75014 Paris (France), 74, boulevard du Montparnasse.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour COMPAGNIE FINANCIERE DU HAUT-RHIN S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015120003/13.

(150129003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

NGS Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 136.258.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120511/9.

(150129600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Micromed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7210 Helmsange, 5, rue de l'Alzette.
R.C.S. Luxembourg B 80.205.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015120481/10.

(150129643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Ayla Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Eselborn, 20, op der Sang.
R.C.S. Luxembourg B 177.061.

Le soussigné, Joseph DELREE, expert-comptable, né le 7 avril 1952 à Tinlot (Belgique), avec adresse professionnelle à 20, op der Sang L-9779 ESELBORN démissionne par la présente de son mandat d'administrateur de la société

AYLA INVEST S.A.

20, op der Sang

L-9779 ESELBORN

N° RCSL: B 177061

avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Eselborn, le 15.07.2015.

Joseph DELREE.

Référence de publication: 2015120850/16.

(150130580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

MSK SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 174.780.

Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui s'est tenue le 2 juin 2015

Ce dépôt rectifie le dépôt L150116774 du 6 juillet 2015

L'assemblée approuve la ré-élection de M. William Henry Potts, M. Clas Rönnlöv et de M. Alain Guérard pour une durée d'un an se terminant à la date de la prochaine assemblée générale ordinaire en 2016.

L'assemblée approuve l'élection de M. Thomas Nummer pour une durée d'un an se terminant à la date de la prochaine assemblée générale ordinaire en 2016.

L'assemblée approuve la ré-élection du réviseur d'entreprises agréé KPMG Audit, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour une durée d'un an se terminant à la date de la prochaine assemblée générale ordinaire en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 17 juillet 2015.

Pour le compte de MSK SICAV-SIF

Citibank International Limited, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2015120495/19.

(150129281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Bantiger Invest Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 197.525.

—
EXTRAIT

L'adresse de Monsieur Jeffrey Fenyo, gérant de la Société, a été changée le 1^{er} juin 2015 et est désormais comme suit:
3, Largo do Pelourinho, P-8670-064 Aljezur, Portugal

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120856/13.

(150130654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

ASR Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 185.389.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par le conseil d'administration de la Société en date du 22 décembre 2014 que:

FIDUCIAIRE INTERCOMMUNAUTAIRE SARL, une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-8008 STRASSEN, 130, route d'Arlon, enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B. 67480

A été nommée en qualité d'agent dépositaire des actions et titres représentatifs d'actions au porteur émises par la Société, conformément à la loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014, entrée en vigueur le 18 août 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015120842/18.

(150131433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Blagnac Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 119.527.

—
Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 17 juillet 2015

L'associé unique de la Société a décidé de révoquer les gérants actuels de la Société, à savoir M. John Gaffney, M. Sam Russell, M Tom Kingston, M. Christopher Kay et Mme Brigitte Denis, avec effet au 17 juillet 2015, de leurs fonctions respectives de gérants de catégorie A et de catégorie B de la Société.

L'Associé Unique a décidé de nommer les personnes suivantes à compter du 17 juillet 2015 et pour une durée indéterminée:

- Mark Mulcahy, résidant professionnellement au c/o Mazars, Block 3, Harcourt Centre, Harcourt Road, Dublin 2 en qualité de gérant de catégorie A;

- François Karolyi, résidant professionnellement au 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg en qualité de gérant de catégorie B; et

- Marie-Hedwige El Khoury, résidant professionnellement au 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg en qualité de gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Blagnac Investments S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015120872/23.

(150130268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

International Corporate & Facility Office S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 117.955.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120278/9.

(150129610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

APAC CREF Luxembourg General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 178.741.

Der Geschäftsführungsrat der Gesellschaft teilt mit, dass Herr Pierre Weimerskirch als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 30. Juni 2015 zurückgetreten ist.

Der Geschäftsführungsrat besteht daher noch aus Herrn Roman Krygier und Herrn Adrian Boon Chye Chua.

Référence de publication: 2015120836/10.

(150130640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Byflan, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4138 Esch-sur-Alzette, 1, place de l'Hôtel de Ville.

R.C.S. Luxembourg B 169.814.

EXTRAIT

L'adresse privée de Madame CHARLES-DELATRE Lydie et Madame SALETTE-ESCALET Héléne, associées et gérantes de la société, a changé, leur nouvelle adresse est la suivante:

41, rue du Stade

L-4488 Belvaux

Senningerberg, le 20 juillet 2015.

Mandataire

Référence de publication: 2015120875/14.

(150130459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

BCP Management Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.416,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 171.607.

Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 18 juin 2015

En date du 18 juin 2015, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes;

- d'accepter la démission de Madame Geraldine DURKIN de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Madame Ruth Elizabeth SCHODORF, née le 31 octobre 1976 à Mount Isa, Australie, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 40, Berkeley Square, W1J 5AL Londres, Royaume-Uni, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur John SUTHERLAND
- Madame Ruth Elizabeth SCHODORF

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2015.

BCP Management Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015120882/21.

(150130406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Hea Tech, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 40, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 189.286.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120239/10.

(150129850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Hygie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 122.081.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015120254/10.

(150129370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Southlane 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 155.624.

Les comptes annuels de 2014 ont été clôturés au 31 décembre 2014 pour être déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère
Finexis S.A.

Référence de publication: 2015120626/12.

(150129864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Invenergy Wind Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 112.600,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 121.947.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 15 juillet 2015

En date du 15 juillet 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes;

- D'accepter les démissions de Madame Mounira MEZIADI, de Monsieur Tobias STEMMLER et de Monsieur Tamas MARK, de leur mandat de gérant de classe B avec effet au 3 juillet 2015.

- De nommer Monsieur François-Xavier GOOSSENS, né le 8 mai 1976 à Bruxelles (Belgique), résidant au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Monsieur Michael VERHULST né le 25 août 1969, à Almelo (Pays-Bas), résidant au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 103336 en tant que gérants de classe B avec effet au 3 juillet 2015. Leur mandat aura une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2015.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015120285/22.

(150129787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Santé Europe Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 128.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120610/10.

(150129985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Raumfuchs GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7330 Heisdorf, 75, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 108.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015120595/10.

(150129398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Rumanu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 6, rue Geespelt.
R.C.S. Luxembourg B 181.181.

Monsieur Christian Antipa a cessé ses fonctions de délégué à la gestion journalière avec effet au 1^{er} mars 2015.

Livange, le 1^{er} mars 2015.

Pour extrait conforme

L'associé unique

Référence de publication: 2015120603/11.

(150129492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Van Egmond, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1541 Luxembourg, 70, boulevard de la Fraternité.
R.C.S. Luxembourg B 177.842.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015120725/11.

(150130009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Southlane 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.288.

Les comptes annuels de 2014 ont été clôturés au 31 décembre 2014 pour être déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère

Finexis S.A.

Référence de publication: 2015120627/12.

(150129874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Maghreb Private Equity Fund III, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.816.000,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 170.431.

In the year two thousand fifteen, on the sixth day of July.

Before Maître Henri Hellinckx, Notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

APPEARED:

The company Maghreb Private Equity Fund III LLC, a company incorporated under the laws of Mauritius with registered office c/o Trident Trust Company (Mauritius) Limited, 5th Floor, Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, Port Louis, Mauritius, registered with file number 103751C1/GBL, holding One Hundred (100) shares in the share capital of the Company (the "Sole Shareholder") represented by Mr. Bertrand Moupfouma, lawyer, residing professionally at L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon, acting under a power of attorney by virtue of powers granted to it by resolution of the managers' board meeting dated 5 June 2015.

The Sole Shareholder is the current shareholder of Maghreb Private Equity Fund III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at, 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B.170431, and incorporated pursuant to a deed drawn up by Me Jean Seckler public notary residing at Junglinster, dated 12 July 2012 the articles of which have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 29 August 2012 page number 2145 (hereafter referred as to the "Company").

The excerpt of the minutes of the board of managers' meeting, initialled ne varietur by the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting in said capacity, has required the undersigned notary to record its declarations as follows:

1.- The subscribed capital of the prenamed company is currently set at Three Million Two Hundred Eighty-Six Thousand Euros (EUR 3,286,000.-), represented by Twenty-Six Thousand Two Hundred Eighty-Eight (26,288) shares without par value each, all fully subscribed and entirely paid-up.

2.- Pursuant to the first paragraph of Article 5.2 of the articles of incorporation, the authorised capital is set at Eleven Million Seven Hundred Twenty-Six Thousand Five Hundred Euros (EUR 11,726,500.-). Such increased amount of capital may be subscribed and issued with or without an issue premium, as the board of managers may from time to time determine. The board of managers is specially authorised to proceed to such issues without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

3.- Pursuant to the managers' board meeting dated 5 June 2015, the board of managers resolved to increase the share capital of the said company by an amount of Five Hundred Thirty Thousand Five Hundred Euros (EUR 530,500.-), in order to bring its current amount of Three Million Two Hundred Eighty-Six Thousand Euros (EUR 3,286,000.-) represented by Twenty-Six Thousand Two Hundred Eighty-Eight (26,188) shares to Three Million Eight Hundred Sixteen Thousand Euros (EUR 3,816,000.-), by the issue of Four Thousand Two Hundred Forty (4,240) new shares without par value together, to be fully paid-up by contribution in cash and having the same rights and obligations as the existing shares,

and has resolved that accept the subscription of the new shares by:

- Maghreb Private Equity Fund III LLC, a company incorporated under the laws of Mauritius with registered office c/o Trident Trust Company (Mauritius) Limited, 5th Floor, Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, Port Louis, Mauritius, registered with file number 103751C1/GBL,

having subscribed Four Thousand Two Hundred Forty (4,240) new shares and fully paid-up by contribution in cash.

4.- The justification of such subscription and such payment of the aggregate amount of Five Hundred Thirty Thousand Five Hundred Euros (EUR 530,500.-) have been produced to the undersigned notary, who acknowledges it.

5.- As a consequence of such increase of the share capital of the Company, the Article 5.1 and the first paragraph of the Article 5.2 of the articles of incorporation are amended and shall now read as follows:

« **5.1.** The Company's corporate capital is fixed at Three Million Eight Hundred Sixteen Thousand Euros (EUR 3,816,000.-), represented by Thirty Thousand Five Hundred Twenty-Eight (30,528) shares without par value, all fully subscribed and entirely paid-up.

5.2. The board of managers is authorised, during a period of five years, ending on 27 December 2017, to increase in one or several operation(s) the subscribed capital within the limits of the authorised capital up to a total amount of Eleven Millions One Hundred Ninety-Six Thousand Five Hundred Euros (EUR 11,196,500.-).»

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euros (EUR 2,000.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

After reading and interpretation to the attorney in fact of the appearing party, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le sixième jour du mois de juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La société MAGHREB PRIVATE EQUITY FUND III LLC, société constituée sous le droit Mauricien, ayant son siège social c/o Trident Trust Company (Mauritius) Limited, 5th Floor, Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, Port Louis, Mauritius, enregistrée sous le numéro 103751C1/GBL représentée par Maître Bertrand Moupfouma, demeurant professionnellement à 15, rue du Fort Bourbon, L- 1249 Luxembourg, en vertu d'une procuration conférée par décision du conseil de gérance, prise en sa réunion du 5 juin 2015 (l'«Associé Unique»).

L'Associé Unique est l'associé actuel de Maghreb Private Equity Fund III Sarl, une société à responsabilité limitée, organisée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.170431, et constituée par acte notarié par devant Maître Jean Seckler, notaire résidant à Junglinster, en date du 12 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 29 août 2012 (la «Société»).

Un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par la personne comparante et par le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Laquelle personne comparante, ès qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations comme suit:

1.- Que le capital social de la Société s'élève actuellement à Trois Millions Deux Cent Quatre-vingt-six Mille Euros (3.286.000,- EUR), représenté par Vingt-six Mille Deux Cent Quatre-vingt-huit (26.288) parts sociales sans valeur nominale, entièrement libérées.

2.- qu'aux termes de l'alinéa premier de l'article 5.2 des statuts, la Société a un capital autorisé qui est fixé à Onze Millions Sept Cent Vingt-six Mille Cinq Cent d'Euros (11.726.500,- EUR). De telles augmentations de capital pourront être souscrites ou émises avec ou sans prime d'émission, en fonction de la décision du conseil de gérance. Le conseil de gérance est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux associés existant un droit préférentiel de souscription aux parts sociales émises.

3.- Que dans sa réunion du 5 juin 2015, le conseil de gérance a décidé de réaliser une tranche d'augmentation jusqu'à concurrence de Cinq Cent Trente Mille Euros (530.000,- EUR), pour le porter de son montant actuel de Trois Millions Deux Cent Quatre-vingt-six Mille Euros (3.286.000,- EUR) à Trois Millions Huit Cent Seize Mille Euros (3.816.000,- EUR) par la création de Quatre Mille Deux Cent Quarante (4.240) parts sociales sans valeur nominale; à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les anciennes parts sociales,

et a décidé d'accepter la souscription de ces nouvelles parts sociales par:

- la société MAGHREB PRIVATE EQUITY FUND III LLC, société constituée sous le droit Mauricien, ayant son siège social c/o Trident Trust Company (Mauritius) Limited, 5th Floor, Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, Port Louis, Mauritius, enregistrée sous le numéro 103751C1/GBL,

laquelle a souscrit à Quatre Mille Deux Cent Quarante (4.240) nouvelles parts sociales, moyennant une contribution en espèces de Cinq Cent Trente Mille Euros (530.000,- EUR).

4.- Preuve du paiement des apports en numéraire à la Société pour un montant de Cinq Cent Trente Mille Euros (530.000,- EUR) a été montrée au notaire soussigné.

5.- Que suite à la réalisation de cette augmentation, le capital se trouve porté à Trois Millions Huit Cent Seize Mille Euros (3.816.000,- EUR) de sorte que l'article 5.1 et le premier alinéa de l'article 5.2 des statuts auront dorénavant la teneur suivante:

« 5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à Trois Millions Huit Cent Seize Mille Euros (3.816.000,- EUR), représenté par Trente Mille Cinq Cent Vingt-huit (30.528) parts sociales sans valeur nominale, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées.

5.2. Le conseil de gérance est autorisé, pendant une période de cinq ans, prenant fin le 27 décembre 2017, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social souscrit dans les limites du capital social autorisé jusqu'à un montant total de Onze Millions Cent Quatre-vingt-seize Mille Cinq Cent Euros (11.196.500,- EUR).»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, est évalué approximativement à la somme de deux mille Euros (2.000.- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation données au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. MOUPFOUMA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 8 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21338. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120462/127.

(150129087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

International Kunstverein Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 21A, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg F 10.457.

— STATUTS

Entre les soussignés (les "Membres Fondateurs"):

Marc ANGEL, Norbert BECKER, Joëlle BENGUIGUI, Marianne BRAUSCH, Christoff DELLI-ZOTTI, Sabine DORSCHEID, Brigitte METZGER-GEORGES, Nico ROESGEN, Betty SCHMIT, Philippe SCHMIT, Martine SCHNEIDER-SPELLER, Florence TADDEI-RECKINGER, Daniel TESCH, Gérard VALERIUS

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, est formée une association sans but lucratif, conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928, sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique, régie par cette loi et les présents statuts.

Titre 1^{er} . - Dénomination, Siège Social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. L'association porte la dénomination "International Kunstverein Luxembourg", association sans but lucratif (ci-après l'"Association").

Art. 2. Siège Social. Le siège social de l'Association (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Siège Social peut être transféré à toute adresse dans une autre commune au Grand-Duché de Luxembourg par voie d'une résolution de l'Assemblée Générale.

Le Siège Social peut être transféré à toute adresse au sein de la même commune au Grand-Duché de Luxembourg par voie d'une résolution du Conseil d'Administration.

Art. 3. Durée. L'Association est constituée pour une durée indéterminée.

Titre 2. - Objet

Art. 4. L'Association est constituée sans but lucratif conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif (la "Loi") afin de promouvoir le débat critique au sujet de l'art contemporain et de la culture.

L'Association peut participer à organiser ou aider à l'organisation par tous moyens, de toute exposition, manifestation, projet ou autre, national et international, qu'elle jugera de nature à contribuer à la promotion du débat critique au sujet de l'art contemporain et de la culture.

Elle pourra devenir membre et de façon générale aider et assister par tous moyens tout établissement, association ou fondation poursuivant un objet similaire ou complémentaire au sien.

Art. 5. L'Association opère en tant qu'association sans but lucratif, de manière à ce que ses fonds et ressources soient uniquement utilisés afin de remplir l'objet mentionné à l'article 4 des présents statuts. Les Membres n'ont aucun droit sur le fonds social - ils ne reçoivent ni dividendes, ni aucune autre forme de paiement, rémunération ou avantages provenant

des fonds de l'Association en leur qualité de Membre. Aucune personne ne peut profiter de paiements, rémunérations ou avantages déraisonnables ou de dépenses ne concordant pas à l'objet de l'Association.

Titre 3. - Participation des membres

Art. 6. Membres-associés.

- a) Le nombre minimum de Membres-associés est de trois (3).
- b) Sont Membres-associés de l'Association, les Membres Fondateurs ainsi que toutes les personnes physiques ayant été parrainées par deux autres Membres-associés, conformément aux modalités fixées par un règlement intérieur lequel est établi par le Conseil d'Administration, et ayant accepté de se soumettre aux présents statuts.
- c) L'admission à l'Association peut être accordée à un Membre-associé potentiel sur demande écrite adressée au Conseil d'Administration, qui statuera à la majorité simple de ses Membres sur la demande conformément à l'objet de l'Association. Le Conseil d'Administration n'est pas tenu de motiver sa décision en cas de refus.
- d) La participation des Membres-associés prend fin par voie de démission, d'exclusion ou de décès.
- e) Un Membre-associé doit faire part de sa démission au Conseil d'Administration par voie écrite moyennant une période de préavis de deux (2) mois; la démission prendra effet à la fin de l'exercice financier en cours de l'Association. Le décès d'un Membre-associé sera assimilé à une démission et la date de son décès - à celle de la notification de la démission. Les héritiers ou ayant-droit n'auront aucun droit à faire valoir en cette qualité.
- f) Sous réserve de l'approbation de l'exclusion par l'Assemblée Générale conformément à l'Art. 29, le Conseil d'Administration peut exclure tout Membre-associé à tout moment en cas de cause sérieuse incompatible avec le statut de Membre-associé, notamment en cas de comportement dommageable à l'Association ou non conforme aux statuts ou, le cas échéant, au règlement intérieur, perte d'honorabilité suite à une condamnation pénale, la découverte de faits dont se serait rendu coupable le Membre-associé incriminé et qui pourraient directement ou indirectement porter préjudice à l'Association. La décision d'exclusion sera communiquée au Membre-associé concerné par écrit.
- g) En cas de non-paiement de la cotisation incombant au Membre-associé avec un retard de plus de six (6) mois et un mois (1) après mise en demeure de paiement de ladite cotisation, le Membre-associé en défaut de paiement de la Cotisation Annuelle sera réputé démissionnaire sans autres formalités.
- h) Les Membres-associés doivent s'acquitter d'une cotisation annuelle (la "Cotisation Annuelle") dont le montant est révisable tous les ans et lequel sera déterminé par l'Assemblée Générale. La Cotisation Annuelle ne peut excéder cent euros (100,-EUR) La Cotisation annuelle doit être acquittée chaque année (i) avant le 31 janvier de l'année en cours ou (ii) endéans les deux (2) mois de l'adhésion des nouveaux membres. Le recouvrement des cotisations s'effectuera en accord avec le règlement intérieur de l'Association. Tout Membre-associé doit payer la totalité de la Cotisation Annuelle, même s'il n'est pas Membre-associé pour la durée entière de l'année en question. Les cotisations et droits d'inscription acquittés par les Membres-associés de l'Association restent acquis à l'Association et ne peuvent en aucun cas leur être restitués.

Art. 7. Adhérents. L'Association peut avoir des adhérents, personnes physiques ou morales, qui entendent participer aux activités de l'Association moyennant une cotisation qui est fixée annuellement par le Conseil d'Administration. La cotisation initiale est de cent euros (100,- EUR) par personne physique et par an et deux mille cinq cents euros (2.500,-EUR) par personne morale et par an. L'Association peut, à sa discrétion, donner accès à ses adhérents à des manifestations organisées par l'Association à des conditions privilégiées.

Les adhérents ne font pas partie de l'Assemblée Générale. Ils n'ont pas le droit d'y assister et ne disposent pas de droit de vote.

Art. 8. Des membres honoraires. Des personnes ayant rendu de grands services contribuant à la renommée de l'Association ou à la réalisation de son objet ou aux arts d'une façon générale pourront se voir proposer la qualité de membre honoraire. L'Assemblée Générale décide de l'attribution de la qualité de membre honoraire sur proposition du Conseil d'Administration. Les membres honoraires sont exemptés de l'obligation de payer la Cotisation Annuelle. Ils n'assistent pas aux Assemblées Générales, sauf à y être invités expressément par le Conseil d'Administration. Ils ne disposent pas d'un droit de vote.

Article 6 (d), (e) et (f) sont applicable aux membres honoraires.

Titre 4. - Le Conseil d'Administration

Art. 9. L'Association est administrée par un conseil d'administration (le "Conseil d'Administration") composé de trois (3) à treize (13) Membres (chacun un "Membre du Conseil d'Administration").

Art. 10. Les Membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale parmi les Membres-associés pour une durée de trois (3) ans. Tout Membre-associé peut être élu au Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut également proposer de futurs candidats. Les Membres du Conseil d'Administration sont rééligibles; ils sont révocables par décision de l'Assemblée Générale, avec ou sans cause.

Art. 11. Les Membres du Conseil d'Administration opèrent à titre honorifique. Toutefois, les frais et débours raisonnables qu'ils avancent pour l'exercice de leur mandat leur sont remboursés par l'Association sur présentation des justificatifs de paiement.

Art. 12. Les Membres du Conseil d'Administration élisent entre eux, à la majorité simple, un président (le "Président") et un à deux vice-présidents, un trésorier (le "Trésorier") et un secrétaire (le "Secrétaire"). Les fonctions de vice-président et de trésorier ou de secrétaire peuvent être cumulées.

Art. 13. Le Conseil d'Administration gère les affaires de l'Association et jouit des pouvoirs les plus étendus dans tous les domaines, non autrement réservés à l'Assemblée Générale, pour prendre tout acte et toutes les mesures (y compris en matière de recrutement, rémunération et gestion du personnel de l'Association) en vue de l'accomplissement de l'objet de l'Association et l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale. Il peut notamment décider souverainement sur tous les actes, conventions, transactions, compromis, acquisitions, échanges ou locations de biens meubles et immeubles à titre gratuit ou non (dans les limites de la Loi).

Art. 14. Le Conseil d'Administration représente l'Association dans toutes les opérations judiciaires et extrajudiciaires. En toutes circonstances, l'Association est dûment engagée vis-à-vis des tiers par deux Membres du Conseil d'Administration agissant de façon conjointe, sans préjudice de la responsabilité collégiale du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est autorisé, sous sa responsabilité, à déléguer des pouvoirs à tout membre ou à tout tiers pour tout acte nécessaire, utile ou en lien avec la réalisation de l'objet de l'Association.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions de l'Art. 27, le Président, ou en son absence, un des vice-présidents, préside chaque Assemblée Générale et chaque réunion du Conseil d'Administration. Le Secrétaire supervise les échanges de lettres et rédige, et peut en certifier sous sa seule signature des copies ou des extraits, des procès-verbaux des Assemblées Générales et des Réunions du Conseil d'Administration et supervise généralement les tâches administratives de l'Association. Le Trésorier gère et supervise les finances de l'Association en accord avec l'objet de l'Association et les résolutions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Art. 16. Le Président ou, à défaut, deux Membres du Conseil d'Administration convoque(nt) une réunion du Conseil d'Administration quatre (4) fois par an (une "Réunion du Conseil d'Administration") au moyen d'un avis écrit, par lettre ou courrier électronique ou fax ou tout autre moyen de communication équivalent, au moins 24 heures à l'avance.

Au moins trois Membres du Conseil d'Administration doivent être présents afin de pouvoir valablement délibérer et prendre des décisions.

Tout Membre du Conseil d'Administration peut valablement participer à une Réunion du Conseil d'Administration par voie de vidéoconférence ou d'équipement de télécommunication permettant l'identification de chaque Membre du Conseil d'Administration participant. Ces moyens doivent disposer de caractéristiques assurant une participation effective à la réunion permettant aux Membres du Conseil d'Administration y prenant part de s'entendre mutuellement de façon continue et de permettre une participation effective de ces personnes à la réunion. Un Membre du Conseil d'Administration participant de cette manière à une réunion sera considéré comme étant présent en personne et sa présence sera prise en compte pour les exigences de quorum et sera autorisée à voter.

Art. 17. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des votes exprimés des Membres du Conseil d'Administration présents ou représentés à la Réunion du Conseil d'Administration. Le Président dispose d'un vote décisif en cas de parité des votes.

Le Conseil d'Administration peut valablement prendre des résolutions par voie circulaire. Les résolutions circulaires doivent être signées par la majorité simple des Membres du Conseil d'Administration, constituée d'un ou de plusieurs documents identiques chacun signé par un ou plusieurs Membres du Conseil d'Administration concernés.

Art. 18. Les procès-verbaux de chaque Réunion du Conseil d'Administration doivent être signés par les Membres du Conseil d'Administration présents et les mandataires des Membres du Conseil d'Administration représentés.

Titre 5. - L'Assemblée Générale

Art. 19. L'assemblée générale des Membres-associés de l'Association (l'"Assemblée Générale") constitue l'organe de représentation de tous les Membres-associés, les membres honoraires et les adhérents n'en font pas partie.

Art. 20. L'Assemblée Générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément accordés par la Loi ou par les présents statuts. Sont notamment réservés à sa compétence:

- a) l'élection et la révocation des Membres du Conseil d'Administration;
- b) l'approbation des budgets et des comptes;
- c) l'approbation du rapport annuel;
- d) la nomination de deux réviseurs de caisses;
- e) la décharge des Membres du Conseil d'Administration;
- f) la fixation de la Cotisation Annuelle;
- g) l'admission des membres honoraire;
- h) le contrôle des comptes;
- i) l'exclusion d'un Membre-associé pour un motif sérieux autre que le non-paiement de la Cotisation Annuelle;
- j) la modification des statuts de l'Association;

k) la dissolution volontaire de l'Association.

Art. 21. Chaque Membre-associé, possède une voix.

Art. 22. L'Assemblée Générale est convoquée par le Président ou, à défaut, par deux Membres du Conseil d'Administration, au moins une fois par an et de façon extraordinaire chaque fois que les intérêts de l'Association le requièrent.

Art. 23. Une Assemblée Générale extraordinaire doit être convoquée par le Président ou, à défaut, par deux Membres du Conseil d'Administration, si plus de 20% des Membres ou plus de la moitié du Conseil d'Administration en font la requête.

La convocation à une Assemblée Générale extraordinaire doit être faite par écrit au moins deux (2) semaines avant la date de la tenue de l'assemblée.

La convocation doit contenir l'ordre du jour de l'Assemblée. Toute proposition de modification des statuts doit être spécialement indiquée dans la convocation.

Art. 24. L'Assemblée Générale ne peut statuer que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Art. 25. Les Membres-associés, représentant 20% des Membres-associés inscrits sur la dernière liste annuelle, peuvent demander l'ajout de points à l'ordre du jour jusqu'à deux (2) jours avant la tenue de chaque Assemblée en les adressant par écrit, signés par tous les Membres-associés dont émane la demande, au Conseil d'Administration, sauf en cas de proposition de modification des statuts dont l'inscription à l'ordre du jour n'est acceptée que jusqu'à deux (2) jours avant l'envoi des convocations.

Art. 26. Un Membre-associé peut être représenté à une Assemblée Générale en nommant par écrit (par lettre ou par fax ou courrier électronique ou tout moyen similaire, étant entendu que le Membre-associé qui choisit de donner mandat par voie électronique assume tous les risques liés à ce mode de transmission) un représentant qui doit lui-même être un Membre-associé.

Art. 27. Les réunions de l'Assemblée Générale sont présidées par le Président, ou, en son absence, l'un des vice-présidents, ou, à défaut, par un président pro tempore élu par l'Assemblée Générale à la majorité simple.

Art. 28. Les résolutions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité simple des votes exprimés des Membres-associés présents ou représentés à l'Assemblée Générale, sauf en cas de modification des statuts, de dissolution de l'Association ou de vote sur l'exclusion d'un Membre-associé pour un motif sérieux auxquels s'appliquent les paragraphes suivants.

Art. 29. L'Assemblée Générale statuera sur l'exclusion en question par une majorité des deux tiers des Membres-associés des votes exprimés.

Art. 30. Sous réserve de l'Art. 31. ci-dessous, les modifications des statuts ou la dissolution volontaire de l'Association requièrent la présence d'au moins deux tiers des Membres-associés ayant un droit de vote présents ou représentés, et l'approbation par la majorité des deux tiers des votes exprimés de ces Membres-associés présents ou représentés à l'Assemblée Générale.

Au cas où une Assemblée Générale n'atteint pas le quorum nécessaire pour la modification des statuts ou la dissolution volontaire, une seconde assemblée sera convoquée, qui pourra passer les résolutions indépendamment du nombre de Membres-associés présents ou représentés, sous réserve de l'homologation de la décision par le Tribunal d'Arrondissement du siège de l'Association conformément à la loi luxembourgeoise. Cette précision doit être indiquée dans la notice de convocation.

Art. 31. Toute modification de l'objet de l'Association entraîne l'application des règles spéciales suivantes:

- la seconde Assemblée Générale ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses Membres-associés ayant un droit de vote est présente ou représentée;

- la décision n'est adoptée, dans l'une ou dans l'autre Assemblée Générale, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des votes exprimés;

- si, dans la seconde Assemblée Générale, les deux tiers des Membres-associés ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le Tribunal d'Arrondissement du siège de l'Association.

Art. 32. Les Membres du Conseil d'Administration peuvent également voter en tant que Membre-associé à l'Assemblée Générale.

Art. 33. Les résolutions de l'Assemblée Générale sont consignées dans des procès-verbaux et sont signées par le président et le secrétaire de l'Assemblée Générale et par tout Membre-associé de l'Assemblée qui en ferait la demande. Ces procès-verbaux sont tenus au siège de l'Association où tout Membre-associé peut en prendre connaissance.

Titre 7. - Divers

Art. 34. Exercice financier, établissement et contrôle des comptes. L'exercice financier de l'Association correspond à l'année calendaire. Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera le jour de la constitution de l'Association et se clôturera le 31 décembre de la même année.

Les comptes sont établis par le Conseil d'Administration qui peut se faire assister par un comptable de son choix. Les deux réviseurs de caisse nommés par l'Assemblée Générale ont droit à tout moment de contrôler les états financiers et les avoirs de l'Association et en font rapport à la prochaine Assemblée Générale.

Les comptes pour l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice sont soumis pour approbation à l'Assemblée Générale au cours du premier trimestre de l'année après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration. Après approbation des comptes, l'Assemblée Générale statue par un vote spécial sur la décharge aux Membres du Conseil d'Administration.

Art. 35. Dissolution - Liquidation de l'Association. L'Association peut être dissoute par une résolution de l'Assemblée Générale prise conformément à l'Art. 29 des présents.

En cas de dissolution et de liquidation de l'Association, ses biens seront donnés à toute Association similaire ou institution similaire, avec une préférence pour le Fonds Culturel National luxembourgeois, par voie de résolution de l'Assemblée Générale.

Art. 36. Dispositions générales. D'une manière générale, il est renvoyé à la loi modifiée du 21 avril 1928, ou toute autre loi qui pourra s'y substituer de temps à autre, sur tous les points non réglés dans les statuts.

Luxembourg, le 27 Mai 2015.

Marc ANGEL / Nico ROESGEN / Norbert BECKER / Betty SCHMIT /
Joëlle BENGUIGUI / Philippe SCHMIT / Marianne BRAUSCH /
Martine SCHNEIDER-PELLER / Christoff DELLI-ZOTTI /
Florence TADDEI-RECKINGER / Sabine DORSCHIED / Daniel TESCH /
Brigitte METZGER-GEORGES / Gérard VALERIUS.

Référence de publication: 2015121293/221.

(150131190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Fresco Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 160.000,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 191.408.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of July.

Before US Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Fresco Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, with a share capital of EUR 110,000.- (one hundred and ten thousand euros) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 190.481,

here represented by Arnaud Schneider, with his professional address at 46, place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, signed “ne varietur” by the entity appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The entity appearing, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The entity appearing is the sole shareholder of the Luxembourg private limited liability company established in Luxembourg under the name of “Fresco Investments S.à r.l.”, (“société à responsabilité limitée”) having its registered office at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 150,000.- (one hundred and fifty thousand euros) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B. 191.408 (hereafter the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, then notary residing in Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 15 October 2014, published in the “Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations” number 3524 dated 24 November 2014, page 169122.

The articles of association of the Company (the “Articles”) have been amended on 24 March 2015 by notarial deed before notary Maître Blanche Moutrier, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1262 on 15 May 2015, page 60557.

II. The Company's share capital is set at EUR 150,000.- (one hundred and fifty thousand euros) represented by 150,000 (one hundred and fifty thousand) shares with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each, all of which are fully paid up.

III. The appearing sole shareholder, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to increase the share capital of the Company by EUR 10,000.- (ten thousand euros), in order to raise it from its present amount of EUR 150,000.- (one hundred and fifty thousand euros) to EUR 160,000.- (one hundred and sixty thousand euros) by creation and issue of 10,000 (ten thousand) new Ordinary Shares (i.e., as defined in the Articles) with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each, along with the payment of the related share premium on the Ordinary Shares Premium Account (i.e., as defined in the Articles) whose aggregate value amounts to EUR 21,517,750.41 (twenty-one million five hundred and seventeen thousand seven hundred and fifty euros and forty-one cents) and out of which the total amount of EUR 1,000.- (one thousand euros) shall be allocated to the legal reserve of the Company.

Subscription - Payment

i) Thereupon, Fresco Holdings S.à r.l., prenamed, through its proxy holder, declared to subscribe to the 10,000 (ten thousand) new Ordinary Shares and to have them fully paid up, along with the payment of a share premium on the Ordinary Shares Premium Account and the allocation to the legal reserve, all of which being fully subscribed and entirely paid-up by contribution in cash as follows: (i) EUR 10,000 (ten thousand euros) to the corporate capital increase of the Company related to the issuance of 10,000 (ten thousand) new Ordinary Shares with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each, and (ii) EUR 21,517,750.41 (twenty-one million five hundred and seventeen thousand seven hundred and fifty euros and forty-one cents) to the Ordinary Shares Premium Account of the Company, out of which EUR 1,000.- (one thousand euros) shall be directly allocated to the legal reserve of the Company

ii) All the new above mentioned Ordinary Shares have been fully paid-up in an aggregate amount of EUR 21,527,750.41 (twenty-one million five hundred and twenty-seven thousand seven hundred and fifty euros and forty-one cents) along with the payment of the related share premium on the Ordinary Shares Premium Account, all of which having been paid-up by contribution in cash, evidence of which has been given by remittance of a certificate.

Further to the here before documented increase in the share capital of the Company, the share capital of the Company is owned as follows:

Sole Shareholder	Total number of Ordinary Shares	Share premium attached to Ordinary Shares (€)	Total number of Class B Non-Voting MRPS (as defined hereafter)	Share premium attached to Non-Voting MRPS (as defined hereafter) (€)	Share capital (€)
Fresco Holdings S.à r.l.	110,000	1,900,000.00.- (15,000.00.-)* 21,517,750.41.- (1,000.00.-)* *legal reserve	50,000	776,800,319.56	160,000.-
TOTAL:	110,000	23,401,750.41.-	50,000	776,800,319.56	160,000.-

Second resolution

As a consequence of the above and in order to reflect the above resolutions, the sole shareholder resolved to amend article 5 of the Articles which shall henceforth read as follows:

5.1. The Company's corporate capital is fixed at EUR 160,000.- (one hundred and sixty thousand euros) represented by:

(i). 110,000 (one hundred and ten thousand) ordinary voting shares with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each (hereafter the "Ordinary Shares"); each holder of an Ordinary Share is hereafter individually referred to as an "Ordinary Shareholder"; and

(ii). 50,000 (fifty thousand) class B non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each (hereafter the "Class B Non-Voting MRPS");

the Ordinary Shares and the Class B Non-Voting MRPS are collectively hereinafter referred to as the "Shares"; each holder of a Class B Non-Voting MRPS is hereafter individually referred to as a "Class B Non-Voting MRPS Holder"; the Class B Non-Voting MRPS Holders together with the Ordinary Shareholders, are collectively hereinafter referred to as the "Shareholders".

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing entity and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to proxy holder of the entity appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le deux juillet,

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné;

A COMPARU

Fresco Holdings S.à r.l., une société luxembourgeoise à responsabilité limitée au capital social de 110.000 EUR (cent dix mille euros) constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 190.481;

Ici représentée par Arnaud Schneider, ayant son adresse professionnelle au 46, place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

L'entité comparante, au travers de son représentant a requis du notaire instrumentant qu'il établisse que:

I. L'entité comparante est l'associé unique de la société luxembourgeoise à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de «Fresco Investments S.à r.l.» ayant son siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand - Duché de Luxembourg, au capital social de 150.000 EUR (cent cinquante mille euros) et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 191.408 (la «Société»), constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand - Duché de Luxembourg le 15 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 24 novembre 2014, numéro 3524, page 169122.

Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés en vertu d'un acte reçu par le notaire Maître Blanche Moutrier, le 24 mars 2015 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 15 mai 2015, numéro 1262, page 60557.

II. Le capital de la Société est fixé à 150.000 EUR (cent cinquante mille euros) représenté par 150.000 (cent cinquante mille) parts sociales d'une valeur nominale d'1 EUR (un euro) chacune, entièrement libérées.

III. L'Associé Unique comparant, au travers de son représentant a requis du notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique A DECIDE d'AUGMENTER le capital souscrit de la Société à concurrence d'un montant de 10.000 EUR (dix mille euros) pour le porter de son montant actuel de 150.000 EUR (cent cinquante mille euros) à un montant de 160.000 EUR (cent soixante mille euros) par la création et l'émission de 10.000 (dix mille) nouvelles Parts Sociales Ordinaires (telles que définies dans les statuts de la Société) d'une valeur nominale d'1 EUR (un euro) chacune, avec le paiement de la prime d'émission y relative sur le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires (tel que défini dans les statuts de la Société) dont le montant total s'élève à 21.517.750,41 EUR (vingt et un millions cinq cent dix-sept mille sept cent cinquante euros et quarante et un cents) et dont un montant total de 1.000 EUR (un mille euros) sera alloué à la réserve légale de la Société.

Souscription - Libération

i) A ce sujet, Fresco Holdings S.à r.l., précitée, par son représentant, A DECLARE SOUSCRIRE les 10.000 (dix mille) nouvelles Parts Sociales Ordinaires et PROCEDER à leur libération intégrale ainsi qu'au paiement de la prime d'émission sur le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires et à l'allocation à la réserve légale, toutes étant intégralement souscrites et entièrement libérées par apport en numéraire comme suit: (i) un montant de 10.000 EUR (dix mille euros) au capital social de la Société relatif à l'émission des 10.000 (dix mille) nouvelles Parts Sociales Ordinaires d'une valeur nominale d'1 EUR (un euro) chacune; et (ii) un montant de 21.517.750,41 EUR (vingt et un millions cinq cent dix-sept mille sept cent cinquante euros et quarante et un cents) au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, dont la somme de 1.000 EUR (un mille euros) a été allouée directement à la réserve légale de la Société;

ii) Toutes les nouvelles Parts Sociales Ordinaires ont été intégralement libérées pour un montant de 21.527.750,41 EUR (vingt et un millions cinq cent vingt-sept mille sept cent cinquante euros et quarante et un cents) ainsi que la prime d'émission sur le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, au moyen d'un apport en numéraire. Preuve de ce qui précède a été donnée au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

En conséquence de l'augmentation de capital de la Société ci-avant documenté, le capital social de la Société est détenu comme suit:

Associé Unique	Nombre total des Parts Sociales Ordinaires	Prime d'émission attachée aux Parts Sociales Ordinaires	Nombre total de PSPORs sans droit de vote de Classe B (comme définie ci-après)	Prime d'émission attachée aux PSPORs sans droit de vote de Classe B (comme définie ci-après) (€)	Capital social (€)
Fresco Holdings S.à r.l.	110.000	1.900.000,00.- (15.000,00.-)* 21.517.750,41.- (1.000,00.-)* *réserve légale	50.000	776.800.319,56	160.000.-
TOTAL:	110.000	23.401.750,41.-	50.000	776.800.319,56	160.000.-

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède et afin de refléter les résolutions ci-dessus, l'associé unique A DECIDE de MODIFIER l'article 5 des Statuts, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

« 5.1. Le capital social est fixé à 160.000 EUR (cent soixante mille euros), représenté par:

(i) 110.000 (cent dix mille) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'1 EUR (un euro) chacune (ci-après les «Parts Sociales Ordinaires»); chaque détenteur d'une Part Sociale Ordinaire est ci-après repris individuellement comme une «Associé Ordinaire»; et

(ii) 50.000 (cinquante mille) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables sans droit de vote de classe B d'une valeur nominale d'1 EUR (un euro) chacune (ci-après les «PSPORs sans droit de vote de Classe B»);

les Parts Sociales Ordinaires et les PSPORs sans droit de vote de Classe B sont ensemble repris ci-après comme les «Parts Sociales»; chaque détenteur d'une PSPOR sans droit de vote de Classe B est ci-après repris individuellement comme une «Associé PSPOR sans droit de vote de Classe B»; les Associés PSPOR sans droit de vote de Classe B ensemble avec les Associés Ordinaires sont ensemble repris ci-après comme les «Associés».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est alors levée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate, à la requête de la partie comparante ci-dessus, que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la requête de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, bien connue du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Schneider, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 juillet 2015. Relation: EAC/2015/15664. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015120145/180.

(150129484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Turquoise Hill Resources Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 158.883.

Les comptes consolidés de la société mère au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TURQUOISE HILL RESSOURCES LIMITED, LUXEMBOURG BRANCH

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015120690/12.

(150129256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

KANTARA Co.IV. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 186.015.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Le siège social de Kantara, L.P., associé unique de la Société a été transféré à l'adresse suivante:

- 18, Esplanade, St Helier JE4 8RT, Jersey.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2015.

KANTARA Co.IV. S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015121311/16.

(150130630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

S&T International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. SVT International S.à r.l.).

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 197.145.

In the year two thousand fifteen, on the sixteenth day of July,

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "S&T International S.à r.l." having its registered office at 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange, incorporated pursuant a deed of the undersigned notary, on May 22nd, 2015, not yet published, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 197.145 and which has been amended for the last time by deed of the undersigned notary enacted on July 1st, 2015, not yet published (the "Company").

The meeting is opened at 2.30 p.m., with Mrs. Catherine Dessoy, "avocat à la Cour", with professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Véronique Petit, private employee, with professional address at L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented and all the shareholders represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive the notices requirements.

III. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to create 5 (five) classes of redeemable shares being Class A Preferred Shares, Class B Preferred Shares, Class C Preferred Shares, Class D Preferred Shares and Class E Preferred Shares, all with a par value of 1.-EUR (one euro);

2. Decision to convert the 12,500 (twelve thousand five hundred) currently existing shares into 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares;

3. Decision to increase the share capital by an amount of 100,000.-EUR (one hundred thousand euros) so as to raise it from its current amount of 12,500.- EUR (twelve thousand five hundred euros) up to 112,500.-EUR (one hundred twelve thousand five hundred euros) by the issuance of 100,000 (one hundred thousand) new shares of classes A to E, having a par value of 1.-EUR (one euro) each, by contribution in cash and payment of a share premium of 888,960.-EUR (eight hundred eighty-eight thousand nine hundred sixty euros). Subscription and payment of the new shares and the share premium;

4. Subsequent amendment and restatement of article 8 of the articles of association.

After deliberation, the meeting unanimously resolved to adopt the following resolutions:

First resolution

The shareholders unanimously decide to create 5 (five) classes of redeemable shares being Class A Preferred Shares, Class B Preferred Shares, Class C Preferred Shares, Class D Preferred Shares and Class E Preferred Shares, all with a par value of 1.-EUR (one euro).

Second resolution

The shareholders unanimously decide to convert the 12,500 (twelve thousand five hundred) currently existing shares into 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary Shares.

Third resolution

The shareholders unanimously decide to increase the share capital of the Company by an amount of 100,000.-EUR (one hundred thousand euros) so as to raise it from its current amount of 12,500.- EUR (twelve thousand five hundred euros) up to 112,500.-EUR (one hundred twelve thousand five hundred euros) by the issuance of 100,000 (one hundred thousand) new shares of classes A to E, as follows:

- 20,000 redeemable Class A Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;

- 20,000 redeemable Class B Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;

- 20,000 redeemable Class C Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro), to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;

- 20,000 redeemable Class D Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;

- 20,000 redeemable Class E Preferred Shares, having a par value of 1.-EUR (one euro) each,

to be fully paid-up at par value, by contribution in cash to be issued with a share premium of an aggregate amount of 888,960.-EUR (eight hundred eighty-eight thousand nine hundred sixty euros).

Two of the existing shareholders:

1. IK Small Cap Fund I No.2 SCSp

2. IK Small Cap Fund I No.3 SCSp

declare to subscribe 100,000 new shares as follows:

Shareholders	Class A Preferred Shares	Class B Preferred Shares	Class C Preferred Shares	Class D Preferred Shares	Class E Preferred Shares	TOTAL
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14,959	14,957	14,957	14,957	14,957	74,795
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,041	5,041	5,041	5,041	5,041	25,205
TOTAL	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000	100,000

Intervention - Subscription - Payment

Therefore have intervened IK Small Cap Fund I No.2 SCSp and IK Small Cap Fund I No.3 SCSp here represented by Mrs. Catherine Dessoy, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, who declared, in its here above capacity, to subscribe to the new shares and to have them fully paid up by payment in cash, it being stated that IK Small Cap Fund I No.1 SCSp and IK Small Cap Fund I No.4 SCSp hereby declared to waive any preferential subscription right in relation with the subscription of the new shares of classes A to E, as follows:

Class A Preferred Shares:

Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14,959	14,959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,041	5,041
TOTAL	20,000	20,000

Class B Preferred Shares:

Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14,959	14,959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,041	5,041
TOTAL	20,000	20,000
Class C Preferred Shares:		
Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14,959	14,959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,041	5,041
TOTAL	20,000	20,000
Class D Preferred Shares:		
Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14,959	14,959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,041	5,041
TOTAL	20,000	20,000
Class E Preferred Shares:		
Shareholders	Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14,959	14,959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5,041	5,041
TOTAL	20,000	20,000

All of these shares have been fully paid up with a share premium of an aggregate amount of 888,960.-EUR (eight hundred eighty-eight thousand nine hundred sixty euros), as follows:

Shareholders	Share premium
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	€ 664,889,00
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	€ 224,071.00
TOTAL	€ 888.960.00

so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of 100,000.-EUR (one hundred thousand euros) plus a share premium of 888,960.-EUR (eight hundred eighty-eight thousand nine hundred sixty euros) as was certified to the undersigned notary.

Fourth resolution

Subsequently to these resolutions, the meeting decides to amend and to restate article 8 of the articles of association in order to give it the following content:

“ Art. 8.

8.1. The Company's corporate capital is fixed at 112,500.-EUR (one hundred twelve thousand five hundred euros) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares (the «Ordinary Shares»), 20,000 (twenty thousand) redeemable class A preferred shares (the «Class A Preferred Shares»), 20,000 (twenty thousand) redeemable class B preferred shares (the «Class B Preferred Shares»), 20,000 (twenty thousand) redeemable class C preferred shares (the «Class C Preferred Shares»), 20,000 (twenty thousand) redeemable class D preferred shares (the «Class D Preferred Shares») and 20,000 (twenty thousand) redeemable class E preferred shares (the «Class E Preferred Shares») representing a total of 112,500 (one hundred twelve thousand five hundred) shares of a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, all fully subscribed and entirely paid up.

The Ordinary Shares and the Preferred Shares are hereafter together referred to as a «share» or the «shares».

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company («société unipersonnelle») in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2,

among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

8.2. Repurchase.

8.2.1 - The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares provided that such cancellation relates to the whole of one or more classes of Preferred Shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class E Preferred Shares).

8.2.2 - In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more classes of Preferred Shares, the holders of Shares of the repurchased and cancelled class(es) of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the relevant class(es) held by them and cancelled.

8.2.3 - Each class of Preferred Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, in case of redemption of such class, to the Available Amount.

8.2.4 - In the case of redemption of a Class of Preferred Shares, the holders of such class of Preferred Shares shall receive the Cancellation Value per Share.

8.3. Dividends.

The holders of each Class of Preferred Shares shall be entitled, during the existence of the relevant Class of shares, to receive a fixed annual cumulative preferential dividend, which will only be payable at the redemption and cancellation of the relevant Class of shares or upon liquidation of the Company, as follows:

Class A Preferred Shares: zero point ten per cent (0.10%) of the par value of the Class A Preferred Shares held by them;

Class B Preferred Shares: zero point fifteen per cent (0.15%) of the par value of the Class B Preferred Shares held by them;

Class C Preferred Shares: zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the Class C Preferred Shares held by them;

Class D Preferred Shares: zero point twenty-five per cent (0.25%) of the par value of the Class d Preferred Shares held by them;

Class E Preferred Shares: the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding class of shares (by alphabetical order, e.g. Class E Preferred Shares) have been cancelled following its redemption or otherwise at the time of distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares in the reverse alphabetical order (e.g. initially Class D Preferred Shares).

8.4 - Share premium.

Any available share premium shall be distributable to the shareholders proportionately to their holding of Shares.

8.5- Modification of share capital.

The corporate capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 15 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

8.6- Transfer, Acquisition and Subscription to Shares.

Any transferee of, new subscriber to, acquirer or otherwise a shareholder of the Company's Shares must at all times acquire, subscribe to or otherwise hold shares in all of the Company's classes of Shares without exception. Therefore, no transferee, new subscriber, acquirer or otherwise shareholder may at any time hold Shares in one or more of the Company's classes of Shares without holding the same proportion of Shares in all other existing classes of the Company's Shares.

Subject to the provisions set forth in article 189 of the Law and the terms of any shareholders' agreement that may be in force among the Company's shareholders from time to time,

(i) Shares may be freely transferred between shareholders;

(ii) Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general shareholders' meeting, provided that, in each case, each shareholder must, following any such transfer, hold the same proportion of shares in each of the classes of Shares held. For the avoidance of doubt, a sale of Shares by a shareholder of one class of Shares triggers a sale of Shares, in the same proportion, of any other class of Shares held.

8.7- Voting rights - Distributions.

Each Share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Save as provided in the present article 8,

i. The Ordinary Shares shall be entitled to an exclusive cumulative dividend amounting to zero point zero one percent (0.01%) of the net annual profit of the company (the "Ordinary Dividend").

ii. Each of the Class A Preferred Shares, the Class B Preferred Shares, the Class C Preferred Shares, the Class D Preferred Shares and the Class E Preferred Shares, shall be entitled to share on a pro-rata basis any residual profits remaining in the Company after the payment or provisioning of the Ordinary Dividend.

8.8 - Indivisibility of Shares.

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

8.9 - Definitions.

Available Amount: means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles of Association, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserve)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association.

Available Amount per Share: means in respect of a Class of Shares, the Available Amount divided by the number of Preferred Shares in issue in the class to be repurchased and cancelled.

Cancellation Value Per Share: shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the Class of Shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such Class of Shares.

Interim Accounts: means the interim accounts of the Company as at the relevant interim Account Date.

Interim Account Date: means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Preferred Shares
Total Cancellation Amount: means the amount determined by the Board of Managers taking and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

8.10. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is further authorised and empowered to issue convertible bonds or not, or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible or not, into shares under the conditions to be set by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, provided however that, in case of convertible bonds or assimilated instruments, these bonds or instruments are not to be issued to the public and that upon conversion, article 189 of the Law will be complied with. The aforementioned instruments may however only be issued to shareholders proportionately to their holding of Shares immediately prior to such issuance.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand five hundred euros (EUR 2,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 3 p.m.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le seize juillet,

Par devant Maître Danielle KOLBACH notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signée.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «S&T International S.à r.l.» ayant son siège social à L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, constituée suivant acte reçu le 22 mai 2015, non encore publié, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.145 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 1^{er} juillet 2015, non encore publié (la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 14 heures 30 et présidée par Maître Catherine Dessoy, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Véronique Petit, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée et que tous les associés représentés reconnaissent avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée; il a pu donc être fait abstraction des convocations d'usage.

III. La présente assemblée est dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Décision de créer 5 (cinq) classes de parts sociales rachetables à savoir les Parts sociales privilégiées de Classe A, les Parts sociales privilégiées de Classe B, les Parts sociales privilégiées de Classe C, les Parts sociales privilégiées de Classe D et les Parts sociales privilégiées de Classe E, toutes ayant une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune;

2. Décision de convertir les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales existantes en 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires;

3. Décision d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 100.000,-EUR (cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de 12.500,-EUR (douze mille cinq cents euros) à 112.500,-EUR (cent douze mille cinq cents euros) par l'émission de 100.000 (cent mille nouvelles parts sociales de classes A à E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire et paiement d'une prime d'émission de 888.960,-EUR (huit cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante euros). - Souscription et paiement des nouvelles parts sociales et de la prime d'émission;

4. Modification subséquente et refonte complète de l'article 8 des statuts.

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident à l'unanimité de créer 5 (cinq) classes de parts sociales rachetables à savoir les Parts sociales privilégiées de Classe A, les Parts sociales privilégiées de Classe B, les Parts sociales privilégiées de Classe C, les Parts sociales privilégiées de Classe D et les Parts sociales privilégiées de Classe E, toutes ayant une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune.

Deuxième résolution

Les associés décident à l'unanimité de convertir les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales existantes en 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires.

Troisième résolution

Les associés décident à l'unanimité d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 100.000,-EUR (cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de 12.500,-EUR (douze mille cinq cents euros) à 112.500,-EUR (cent douze mille cinq cents euros) par l'émission de 100.000 (cent mille nouvelles parts sociales de classes A à E, comme suit:

- 20.000 Parts sociales privilégiées de Classe A, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;

- 20.000 Parts sociales privilégiées de Classe B, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;

- 20.000 Parts sociales privilégiées de Classe C, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;

- 20.000 Parts sociales privilégiées de Classe D, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;

- 20.000 Parts sociales privilégiées de Classe E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire à émettre avec une prime d'émission d'un montant global de 888.960,- EUR (huit cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante euros).

Deux associés existants:

1. IK Small Cap Fund I No.2 SCSp

2. IK Small Cap Fund I No.3 SCSp

déclarent souscrire 100.000 nouvelles parts sociales comme suit:

Associés	Parts sociales privilégiées de Classe A	Parts sociales privilégiées de Classe B	Parts sociales privilégiées de Classe C	Parts sociales privilégiées de Classe D	Parts sociales privilégiées de Classe E	TOTAL
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14.959	14.959	14.959	14.959	14.959	74.795
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.041	5.041	5.041	5.041	5.041	25.205
TOTAL	20.000	20.000	20.000	20.000	20.000	100.000

Intervention - Souscription - Paiement

IK Small Cap Fund I No.2 SCSp et IK Small Cap Fund I No.3 SCSp, ici représentées par Catherine Desso, prénommée, en vertu de procurations sous-seing privé, ont déclaré souscrire, ès qualités, les nouvelles parts sociales émises, qui sont libérées intégralement en numéraire et payées, étant acté que IK Small Cap Fund I No.1 SCSp et IK Small Cap Fund I No. 4 SCSp ont déclaré renoncé à leur droit préférentiel de souscription relatif aux nouvelles parts sociales de classes A à E, comme suit:

Parts sociales privilégiées de Classe A:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14.959	14.959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.041	5.041
TOTAL	20.000	20.000

Parts sociales privilégiées de Classe B:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14.959	14.959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.041	5.041
TOTAL	20.000	20.000

Parts sociales privilégiées de Classe C:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14.959	14.959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.041	5.041
TOTAL	20.000	20.000

Parts sociales privilégiées de Classe D:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14.959	14.959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.041	5.041
TOTAL	20.000	20.000

Parts sociales privilégiées de Classe E:

Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
IK Small Cap Fund I No.2 SCSp	14.959	14.959
IK Small Cap Fund I No.3 SCSp	5.041	5.041
TOTAL	20.000	20.000

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées avec une prime d'émission d'un montant global de 888.960,- EUR (huit cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante euros), comme suit:

Associés	Prime d'émission
IK VII N° 2 Limited Partnership	€ 664.889,00
IK VII N° 3 Limited Partnership	€ 224.071,00
TOTAL	€ 888.960,00

de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 100.000,-EUR (cent mille euros) plus 888.960,- EUR (huit cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante euros) à titre de prime d'émission, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 8 des statuts et de procéder à une refonte complète de ce dernier afin de lui donner la teneur suivante:

« Art. 8.

8.1.- Le capital social de la Société est fixé à 112.500,-EUR (cent douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), 20.000 (vingt mille) parts sociales privilégiées de Classe A (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe A»), 20.000 (vingt mille) parts sociales privilégiées de Classe B (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe B»), 20.000 (vingt mille) parts sociales privilégiées de Classe C (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe C»), 20.000 (vingt mille) parts sociales privilégiées de Classe D (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe D») et 20.000 (vingt mille) parts sociales privilégiées de Classe E (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe E»), représentant un total de 112.500 (cent douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Privilégiées sont désignées ci-après une «part sociale» ou les «parts sociales».

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi. Dans ce contexte, les Articles 200-1 et 200-2, entre autres, s'appliqueront, chaque décision de l'Associé Unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui devant être établis par écrit.

8.2 - Rachat.

8.2.1 - Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de Parts Sociales, à condition qu'une telle annulation ait trait à l'intégralité d'une ou plusieurs classes de Parts Sociales Privilégiées par le biais du rachat et de l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette(ces) Classe(s). En cas de rachats et d'annulations de classes de Parts Sociales, de tels annulations et rachats de Parts Sociales seront faits dans l'ordre alphabétique inverse (commençant par les Parts Sociales Privilégiées de Classe E).

8.2.2 - Dans le cas d'une réduction du capital social par le biais du rachat et de l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales Privilégiées, les détenteurs de Parts Sociales faisant partie des Classes de Parts Sociales rachetées et annulées percevront de la part de la Société un montant équivalent à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chacune des Parts Sociales des Classes concernées qu'ils détiennent et qui ont été annulées.

8.2.3 - Chaque classe de Parts Sociales Privilégiées donne droit à ses détenteurs, au prorata des Parts Sociales qu'ils détiennent dans cette classe, dans le cas d'un rachat de cette classe, au Montant Disponible.

8.2.4 - Dans le cas du rachat d'une classe de Parts Sociales Privilégiées, les détenteurs de cette classe de Parts Sociales Privilégiées percevront le Montant d'Annulation par Part Sociale.

8.3.- Dividendes.

Les détenteurs de chaque Classe de Parts Sociales Privilégiées auront le droit, pendant l'existence de la Classe concernée de parts sociales, de percevoir un dividende préférentiel cumulatif annuel fixe, qui sera uniquement payable lors du rachat et de l'annulation de la Classe concernée de parts sociales ou au moment de la liquidation de la Société, comme suit:

Parts privilégiées de Classe A: zéro virgule dix pourcent (0,10 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe A qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe B: zéro virgule quinze pourcent (0,15 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe B qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe C: zéro virgule vingt pourcent (0,20 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe C qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe D: zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Privilégiées de Classe D qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe E: le solde de toute distribution de dividende.

Si toute la dernière Classe de Parts Sociales Privilégiées restante (par ordre alphabétique, par exemple, Parts Sociales Privilégiées de Classe E) a été annulée suite à un rachat ou autrement au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes sera alors alloué à l'avant-dernière Classe de Parts Sociales Privilégiées restante dans l'ordre alphabétique inverse (par exemple, Parts Sociales Privilégiées de Classe D)

8.4 - Prime d'émission.

Toute prime d'émission disponible est distribuée aux associés en proportion de leur détention de Parts Sociales.

8.5 - Modification du capital social.

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 15 des Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

8.6 - Cession, Acquisition, et Souscription des Parts Sociales.

Tout cessionnaire, nouveau souscripteur, acquéreur ou associé doit, à tout moment, acquérir, souscrire ou d'une quelconque manière détenir des Parts Sociales dans toutes les classes de Parts Sociales sans exception. Par conséquent, aucun cessionnaire, nouveau souscripteur, acquéreur ou associé de Parts Sociales ne peut détenir des Parts Sociales dans une ou plusieurs classes de Parts Sociales sans détenir la même proportion de Parts Sociales dans toutes les classes de Parts Sociales existantes.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 189 de la Loi ou des stipulations d'une convention qui pourrait être en vigueur entre les associés de la Société,

(i) les Parts Sociales sont librement transmissibles entre associés;

(ii) les Parts Sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social sous la condition que chaque cédant doit, à la suite d'une telle cession, détenir la même proportion de Parts Sociales dans chaque classe de Parts Sociales détenue. Il est précisé qu'une vente de Parts Sociales, par un associé d'une certaine classe de Parts Sociales, déclenchera la vente de Parts Sociales, dans la même proportion, dans toutes les autres classes de Parts Sociales détenues.

8.7.- Droits de vote - Distributions.

Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique au moment de l'adoption des résolutions.

Sauf ce qui est prévu au présent article 8,

i. les Parts Sociales Ordinaires ont droit à un dividende cumulatif exclusif s'élevant à zéro point zéro un pour cent (0.01%) du profit annuel net de la Société (le «Dividende Ordinaire»);

ii. Chacune des Parts Sociales Privilégiées de Classe A, des Parts Sociales Privilégiées de Classe B, des Parts Sociales Privilégiées de Classe C, des Parts Sociales Privilégiées de Classe D, des Parts Sociales Privilégiées de Classe E ont le droit de se partager, sur une base proratisée, tout profit résiduel restant dans la Société, après le paiement ou la mise en provision du Dividende Ordinaire.

8.8 - Indivisibilité des Parts Sociales.

Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente à l'égard de la Société.

8.9 - Définitions.

Montant Disponible: signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés le cas échéant), dans la mesure où les associés auraient eu droit à une distribution de dividendes conformément aux statuts, augmentés de (i) toutes réserves librement distribuables (y inclus les réserves pour prime d'émission), et (ii) le cas échéant, le montant de la réduction de capital et de la réduction de la réserve légale relatives à la Classe de Parts Sociales devant être rachetée/annulée mais moins (i) toutes pertes (y incluses les pertes reportées le cas échéant) et (ii) toutes sommes devant être placées en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts, à chaque fois déterminées sur base des Comptes Intérimaires (sans double prise en compte), de sorte que:

Le Montant Disponible devra par conséquent être calculé en tenant compte de la formule suivante:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + R)$$

Dans laquelle:

AA = Montant Disponible

NP = Bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés le cas échéant)

P = toutes réserves distribuables (y inclus les réserves de prime d'émission)

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réserve légale relative à la Classe de Parts Sociales à annuler

L = Pertes (y compris les pertes reportées le cas échéant)

LR = Toutes les sommes placées en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts
Montant Disponible par Part Sociale: signifie, par rapport à une Classe de Parts, le Montant Disponible divisée par le nombre de Parts Sociales Privilégiées émises dans la Classe devant être rachetée et annulée.

Montant d'Annulation par Part Sociale: sera calculé en divisant le Montant d'Annulation Total, pour la Classe de Parts Sociales à racheter et à annuler, par le nombre total de Parts Sociales émises dans cette classe de Parts Sociales.

Comptes Intérimaires: signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée

Date des Comptes Intérimaires: signifie la date ne précédant pas de plus de huit (8) jours la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées concernée.

Le montant d'Annulation Total: signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée générale sur la base des Comptes Intérimaires concernés. Le Montant d'Annulation Total sera inférieur ou égal à l'entière

du Montant Disponible au moment de l'annulation de la Classe concernée de Parts Sociales, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par l'Assemblée générale statuant de la manière prévue pour une modification des Statuts, sous réserve toutefois que le Montant d'Annulation Total ne sera jamais plus élevé que le Montant Disponible.

8.10.- Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en Parts Sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la Loi soit respecté. Lesdits instruments ne pourront cependant être émis aux associés qu'en proportion de leur détention de Parts Sociales juste avant une telle émission.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15 heures.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, V. PETIT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 17 juillet 2015. Relation: DAC/2015/12000. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. RODENBOUR.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120607/500.

(150129688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

PCV Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 141.035.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of July

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg

APPEARED:

Apax Global Alpha Limited, a non-cellular company limited by shares incorporated under the laws of Guernsey and whose registered office is at PO Box 656, East Wing, Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3PP (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4701 Pétange, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

A That the appearing party is the sole shareholder of PCV Lux GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and an issued and paid-up share capital amounting to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 141035 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed drawn up by Maître Francis Kessler on 5 August 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 10 September 2008, number 2204, page 105773.

B The Company's articles of association (the Articles) have been lastly amended pursuant to a deed drawn-up by Maître Francis Kessler on 20 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 26 August 2014, number 2265, page 108719.

C The Sole Shareholder, duly represented as stated here above, having recognised to be duly informed of the resolutions to be taken, has decided to vote in favour of all of the items for the following agenda:

115373

Agenda

- 1) Granting of full and complete discharge to the managers of the Company for the performance of their respective mandates as from 1 January 2015 until the date hereof;
- 2) Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire);
- 3) Approval of the appointment of Facts Services S.A., a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 98790, as liquidator of the Company for the liquidation period and determination of the powers of the liquidator; and
- 4) Miscellaneous.

Consequently, on the basis of the aforementioned agenda, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

Resolutions

First Resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to grant full and complete discharge to the managers of the Company for the performance of their respective mandates as from 1 January 2015 until the date of the present resolutions.

Second Resolution

The Sole Shareholder RESOLVED, in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law) and article 14 of the Articles to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire).

Third Resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to appoint Facts Services S.A., a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 98790 as liquidator of the Company (the Liquidator).

The Sole Shareholder further RESOLVED to grant the Liquidator the broadest powers in respect of the liquidation of the Company and notably the powers as provided for by articles 144 and following of the Law.

It is further RESOLVED by the Sole Shareholder that the Liquidator is notably instructed and empowered to:

- represent the Company during the liquidation proceedings and do everything which is required for the liquidation of the Company, to realise and/or dispose of all assets on the best possible terms and for the best possible consideration, to discharge all the liabilities and to pay advances on the liquidation surplus (boni de liquidation) after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts;
- carry out all operations, execute all deeds and accomplish any acts in the name of the Company, including those referred to in article 145 of the Law without having the prior approval of the Sole Shareholder and notably contribute the assets of the Company to other companies;
- deal, with or without payment, with all intangible, privileged, secured or mortgaged rights, actions in termination, transcription, seizure, oppositions or other impediments;
- without the following enumeration being limitative, sell, exchange and alienate all movable properties and rights of the Company as the case may be; and
- under its sole responsibility, delegate some of its powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities.

THERE BEING NO FURTHER BUSINESS THE MEETING IS CLOSED.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the attorney of the appearing party, who is known to the notary by surname, first name, civil status and residence, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le deuxième jour du mois de juillet.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg)

A COMPARU:

Apax Global Alpha Limited, une société à responsabilité limitée "non-cellulaire" constituée selon les lois de Guernsey et dont le siège social est situé au PO Box 656, East Wing, Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3PP (l'Associé Unique),

ici représentée par Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4701 Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte comme suit:

A La comparante est l'associée unique de la société PCV Lux GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141035 (la Société). La Société a été constituée par un acte du notaire Maître Francis Kessler en date du 5 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations daté du 10 septembre 2008, numéro 2204, page 105773.

B Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés fois pour la dernière par un acte dressé par Maître Francis Kessler le 20 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations daté du 26 août 2014, numéro 2265, page 108719.

C L'Associé Unique, dûment représenté, ayant reconnu avoir été dûment informé des résolutions à prendre, a décidé de voter en faveur sur tous les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs depuis le 1^{er} janvier 2015 jusqu'à la présente date;

2 Dissolution de la Société et décision de placer volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire);

3 Approbation de la nomination de Facts Services S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98790, en tant que liquidateur de la Société pour la période de liquidation et détermination des pouvoirs du liquidateur; et

4 Divers.

En conséquence, sur base de l'ordre du jour mentionné ci-dessus, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Résolutions

Première résolution

L'Associé Unique a DECIDE de donner décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs à compter du 1^{er} janvier 2015 jusqu'à la date des présentes résolutions.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a DECIDE en conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et l'article 14 des Statuts d'approuver la dissolution immédiate de la Société et de placer volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Troisième résolution

L'Associé Unique a DECIDE de nommer Facts Services S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98790 en tant que liquidateur de la Société (le Liquidateur).

L'Associé Unique a DECIDE également de donner au Liquidateur les pouvoirs les plus larges pour la liquidation de la Société et plus particulièrement les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la Loi.

L'Associé Unique a aussi DECIDE de notamment conférer les pouvoirs suivants au Liquidateur:

- représenter la Société pendant la procédure de liquidation et accomplir tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société, de réaliser dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions possibles l'entière de ses actifs, de payer la totalité de ses dettes et de payer des avances sur boni de liquidation après avoir payé les dettes ou réalisé les provisions nécessaires au paiement des dettes;

- accomplir toutes les opérations et passer tous les actes au nom de la Société, y compris ceux prévu à l'article 145 de la Loi sans requérir le consentement préalable de l'Associé Unique et notamment apporter les actifs de la Société à d'autres sociétés;

- traiter, avec ou sans paiement, tous les droits incorporels, privilèges, gages ou hypothèques, actions résolutoires, transcriptions, saisies, oppositions ou tout autre empêchement;

- sans que l'énumération suivante ne soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens mobiliers et/ou droits de la Société, le cas échéant; et

- sous sa seule responsabilité, déléguer certains de ses pouvoirs pour des opérations ou tâches spécifiques à une ou plusieurs personnes ou entités.

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE, LA REUNION EST CLOTUREE.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date figurant en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 juillet 2015. Relation: EAC/2015/15666. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015120568/150.

(150129331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Food Delivery Holding 28 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 198.521.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of July,

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., a limited liability corporation (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its statutory seat in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 175738, having its business address at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as above stated, has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Food Delivery Holding 28 S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders**Art. 8. Collective decisions of the shareholders.**

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1.550,-

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as class A managers of the Company for an unlimited term:

- Mr Ralf Wenzel, born in Berlin, Germany, on 8 August 1979, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin;

- Mr Philipp Lederer, born in Frankfurt, Germany, on 5 April 1971, residing professionally at Johannisstraße 20, D-10117 Berlin.

The following persons are appointed as class B managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxembourg;

- Mr Julien De Mayer, born in Etterbeek, Belgium on 9 April 1982, professionally residing at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Any one manager of the Company, regardless of his category, and Magdalena Staniczek is authorized to sign solely, on behalf of the sole shareholder, the shareholders register of the Company that will be created upon incorporation of the Company.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am neunten Juli.

Vor uns, Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 175738, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, Angestellte, geschäftsansässig in Senningerberg, gemäß einer Vollmacht.

Besagte Vollmacht, welche von dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Food Delivery Holding 28 S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer

schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii)

durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden durch Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.550,- geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschäfters

Der Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgenden Personen wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:

- Herr Ralf Wenzel, geboren am 8. August 1979 in Berlin, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

- Herr Philipp Lederer, geboren am 5. April 1971, in Frankfurt, Deutschland geschäftsansässig in Johannisstraße 20, D-10117 Berlin.

Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Kategorie B Geschäftsführer bestellt:

- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxemburg.

- Herr Julien De Mayer, geboren am 9 April 1982 in Etterbeek, Belgien, geschäftsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Jeder einzelne der Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, und Magdalena Staniczek ist ermächtigt, das Anteilhaberregister, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft erstellt wird, allein im Namen und für Rechnung des alleinigen Geschäftsführers zu unterzeichnen.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten, Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. STANICZEK, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21715. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. Juli 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015120141/583.

(150130195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Infront Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 177.816.

L'adresse de 3B4Sports S.A., associé unique de la Société, a changé et se situe désormais au 33, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Infront Luxembourg S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015121263/12.

(150130816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

La Cuisine de Patrice S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 20, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 198.535.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le huitième jour du mois de juillet;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Patrice BRAS, traiteur, né à Rabat (Maroc), le 13 décembre 1956, demeurant à L-3980 Wickrange, 20, rue des 3 Cantons.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "La Cuisine de Patrice S.à r.l.", (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet tous services de traiteur et de catering-service permettant de préparer des plats à domicile et/ou sur sites et d'en faire la revente, incluant notamment:

- la préparation, la fourniture et la livraison de plats, buffets froids et chauds à base de viande et poisson et de produits de viandes, poissons, salades et légumes;
- la préparation, la fourniture et la livraison de desserts pour consommateurs et collectivités;
- l'épicerie accessoire; et
- la location de matériel relatif à l'ensemble de ces prestations.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

D'une façon générale, la Société pourra faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Reckange-sur-Mess (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à dix-huit mille cinq cents euros (18.500,-EUR), représenté par cent quatre-vingt-cinq (185) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Nonobstant les dispositions précédentes, la gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent quatre-vingt-cinq (185) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Patrice BRAS, préqualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant apport en nature du fonds de commerce exploité par lui-même en nom personnel à Wickrange, comprenant le patrimoine du fonds de commerce avec tous ses éléments constitutifs et les droits, engagements et obligations, connus ou inconnus qui pourraient ou pourront y être attachés de quelque manière que ce soit et qui sont légalement ou conventionnellement relatifs audit fonds (l'«Apport»).

L'Apport décrit ci-dessus est évalué par le fondateur-apporteur à au moins dix-huit mille cinq cents euros (18.500,- EUR).

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport a été donnée au notaire instrumentant par le tableau d'amortissement 2014, dressé pour le compte personnel de Monsieur Patrice BRAS, et plus amplement repris et décrit par les numéros 1 à 8 dudit tableau d'amortissement.

Ledit tableau d'amortissement signé «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

Tous pouvoirs sont conférés à la gérance de la Société, présentement constituée, ainsi qu'au fondateur-apporteur pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Réalisation effective de l'apport.

Monsieur Patrice BRAS, fondateur et apporteur, déclare que

- lesdits meubles, mobiliers d'ameublement, outils et divers matériels, consistant l'Apport, existent;
- il est la seule personne ayant droit sur l'Apport pré-décrit;
- toutes formalités seront réalisées aux fins d'effectuer le transfert à la Société et le rendre effectif partout et opposable à tout tiers.

En outre, la Société présentement constituée déclare faire sienne et prendre à sa charge toutes les obligations résultant de l'Apport.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Loi anti-blanchiment

L'associé unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ huit cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt, le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. Le siège social est établi à L-3980 Wickrange, 20, rue des Trois Cantons.
2. Monsieur Patrice BRAS, traiteur, né à Rabat (Maroc), le 13 décembre 1956, demeurant à L-3980 Wickrange, 20, rue des 3 Cantons, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant.

Remarque

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. BRAS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 14 juillet 2015. 2LAC/2015/15746. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015121327/156.

(150130635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Immo Garnech S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 158.207.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, le dix juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme IMMO GARNECH S.A., en liquidation, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 14 janvier 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 706 du 13 avril 2011. La Société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 18 juin 2015.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Claudine HAAG, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Annette SCHROEDER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- Rapport du commissaire à la liquidation.

2.- Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation.

3.- Clôture de la liquidation.

4.- Indication de l'endroit où les livres et documents de la société devront être déposés et conservés pendant cinq ans à partir du jour de la liquidation.

V.- Que l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 9 juillet 2015, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire-vérificateur à la liquidation la société Fiduciaire GLACIS S.à r.l., avec siège social à L-1528 Luxembourg, 18A, boulevard de la Foire.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a abordé son ordre du jour comme suit:

1) Rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation:

L'assemblée entend le rapport de Fiduciaire GLACIS S.à r.l. sur l'examen des documents de la liquidation et sur la gestion du liquidateur.

2) Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, à Monsieur Jacques RECKINGER de sa gestion de liquidateur de la Société.

L'assemblée donne également décharge au commissaire-vérificateur pour l'exécution de son mandat.

3) Clôture de la liquidation:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société IMMO GARNECH S.A. a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir d'aujourd'hui à l'ancien siège social L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. RECKINGER, C. HAAG, A. SCHROEDER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 13 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21877. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015121276/59.

(150131484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Hot Daddy'Suessem, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4992 Sanem, 55, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg F 10.455.

STATUTEN

Den 15.04.2015 hu folgend Persounen als Membres associés a Fondateurs zu Suessem

Numm	Virnumm	Beruf	Domicile	Nationalitéit
MAJERUS	Jean-Claude	Rédacteur culturel	Suessem	Lëtzebuurger
WENZEL	Mike	Employé	Suessem	Lëtzebuurger
SCHMIT	Jos	Employé privé	Suessem	Lëtzebuurger
LAMBORELLE	Robert	Psychologue	Suessem	Lëtzebuurger
THILMANY	Jean-Claude	Employé de l'état	Suessem	Lëtzebuurger
JUNG	Jean-Pierre	Ouvrier communale	Farschweiler (Deutschland)	Lëtzebuurger
PASCOLINI	Roberto	Employé	Suessem	Lëtzebuurger
DE JESUS	José	Homme au foyer	Suessem	Lëtzebuurger
GREGORIUS	Sylvain	Employé privé	Suessem	Lëtzebuurger

eng Associatioun sans but lucratif gegrënnt, déi ënnert d'Dispositiounen vum Gesetz vum 21 Abrëll 1928, wéi et changéiert gouf, fällt.

D'Statuten vun dësem Veräin sinn ewéi follegt festgeluecht:

Kapitel 1. Numm - Ziel - Zweck- Dauer - Sëtz

Art. 1. De Veräin dréit de Numm HOT DADDY'Suessem

De Siège vun der HOT DADDY'Suessem kann um Territoire vun der Gemeng Suessem transferéiert ginn, an dat iwwert eng einfach Décisioun vum Verwaltungsrat, grad ewéi an all aner Lokalitéit vum Groussherzogtum Lëtzebuerg iwwert eng Délibéatioun vun der Generalversammlung.

Art. 2. Ziel vun den HOT DADDY'Suessem ass:

1) D'Soziokulturellt Liewen an der Gemeng duerch d'Ënnerstëtzen vun Organisatiounen, Associatioun a Schoulcomitéen beliewen.

2) D'Organisatioun a Mathëllef vun a bei Manifestatiounen am soziokulturelle, edukative, kulturelle a sportleche Beräich um Territoire vun der Gemeng Suessem

3) HOT DADDY'Suessem an hir Aktivitéiten ënnerleien enger strikter politescher, ideologescher a reliéiser Onofhängegkeet, ouni awer Parteneriater, sief et mam ëffentlechen Pouvoir nach mat privaten Organisatiounen auszeschleissen.

Art. 3. HOT DADDY'Suessem gëtt fir eng onbestëmten Zäit gegrënnt.

Art. 4. De Sätz vun den HOT DADDY'Suessem gëtt op d'Adress: „55, rue Ermesinde L-4992 Sanem“ festgeluecht.

Kapitel 2. Memberen

Art. 5. Aktiv Memberen. Aktive Member vun den HOT DADDY'Suessem kann all physesch oder moralesch Persoun ginn, déi un den Aktivitéite vun den HOT DADDY'Suessem wëll partizipéieren an andeems se all Joer eng Kotisatioun bezuelen.

Fir aktive Member ze ginn muss de Kandidat eng motivéiert Demande un de Verwaltungsrot adresséieren, déi dann vun 2 aktive Memberen muss approuvéiert ginn.

D'Admissioun vun engem aktive Member gëtt duerch d'Décisioun vum Verwaltungsrot, dee se duerch Majoritéit vun de Stëmmen hält, formaliséiert. Wann eng Demande besteet, kann dëst och duerch e geheime Vote geschéien.

Am Fall wou eng Demande vum Verwaltungsrot refuséiert gëtt, ass e Recours an de nächster Generalversammlung méiglech.

Et sinn just aktiv Memberen déi an der Generalversammlung d'Wahlrecht hunn.

Et sinn just aktiv Memberen déi an de Verwaltungsrot kënnen gewielt ginn.

Art. 6. Membres donateurs. Membres Donateur vun den HOT DADDY'Suessem kann all physesch oder moralesch Persoun ginn, déi HOT DADDY'Suessem wëll finanziell ënnerstëtzen, andeems se all Joer eng Kotisatioun bezilt.

Dës Kotisatioun gëtt der Persoun just Recht op eng Memberskaart, déi d'Affiliatioun un HOT DADDY'Suessem fir ee Kalennerjoer ausdréckt.

Duerch d'Memberskaart als Membres Donateur kritt de Concernéierten awer weder e Propriétéitsrecht am Kontext vun der Asbl nach d'Wahlrecht fir d'Generalversammlung.

Andeems d'Joerkotisatioun net bezuelt gëtt, bedeit dat och d'Enn vun der Affiliatioun un HOT DADDY'Suessem vun der concernéierter physescher oder moralescher Persoun fir d'Kalennerjoer.

Art. 7.

1. D'Memberschaft verléiert e Member wann en deklariéiert aus der HOT DADDY'Suessem demissionéiert. De concernéierte Member schéckt seng Demissioun mat ageschriwwenem Bréif un de President vum Verwaltungsrot vun den HOT DADDY'Suessem

2. D'Memberschaft verléiert e Member wann en duerch d'Décisioun vum Verwaltungsrot vun der HOT DADDY'Suessem ausgeschloss gëtt.

De Verwaltungsrot kann eng Exklusivoun vun engem aktive Member ausschwätzen, wann de concernéierte Member géint d'Intérëten an/oder géint déi sozial Finalitéit an géint Ziler vun der Asbl verstouss huet.

D'Exklusivoun kann awer net realiséiert ginn, ouns datt de concernéierte Member iwwert eng méiglech Exklusivoun, iwwert d'Grënn déi dës Exklusivoun justifizéieren, informéiert gouf.

Dem concernéierte Member muss och, wann hien et wënscht, d'Méiglechkeet sech z'explizéieren, accordéiert ginn.

Memberen vun den HOT DADDY'Suessem déi demissionéiert an ausgeschloss gi sinn, kënnen d'Existenz vun den HOT DADDY'Suessem net a Fro stellen, an hunn och keng Rechter, weder op de Patrimoine nach op déi bezuelte Kotisatiounen vun der Asbl.

3. En aktive Member, dee seng Cotisatioun bis zur Generalversammlung nët bezuelt huet, ass nët méi Member vun den HOT DADDY'Suessem.

Art. 8.

1. De Montant vun der Joerkotisatioun gëtt vun der Generalversammlung festgeluegt, kann awer d'Héicht vun 50 Euro net depasséieren.

2. D'Joerkotisatioun gëtt net erëmbezuelt am Fall vun enger Demissioun oder enger Exklusivoun aus den HOT DADDY'Suessem.

Kapitel 3. Organer - Konten

Art. 9. D'Geschäftsjoer fänkt den 1. Januar un an schléisst den 31. Dezember of.

Art. 10. Déi gewéinlech Generalversammlung gëtt vum Verwaltungsrot vun den HOT DADDY'Suessem aberuff. Den Datum an d'Dagesuerdnung vun der Generalversammlung muss véierzéng Deeg virdrun, de Memberen schrëftlech oder via E-Mail matgedeelt ginn.

D'Generalversammlungen gi vum President vum Verwaltungsrot vun den HOT DADDY'Suessem gefouert. Sollt hien verhënnert sinn, iwwerhëlt de Vizepräsident oder een vum President delegéierten Member d'Présidence.

D'Generalversammlung hellt Décisioun iwwert einfach Majoritéit vun den aktive Memberen, déi an der Generalversammlung sinn oder sech iwwert eng Prokuratioun vertrieede loossen, ausser an deene Fäll wou d'ASBL-Gesetz eng aner Majoritéit an/oder en aneren Quorum virgesäit

All aktive Member huet 1 Stëmm bei enger Wahl, a ka sech bei der Generalversammlung iwwert eng schrëftlech Prokuratioun vun engem aneren aktive Member vertrieede loossen.

Décisionen a Resolutiounen vun der Generalversammlung ginn an engem spezial Regëster, deen am Siège vun der Asbl ze fannen ass, festgehalen. All Membere vun den HOT DADDY'Suessem an och Drëttpersonen kënnen op Demande hin, dëse genannte Regëster consultéieren.

Art. 11. Wann et néideg ass, kann eng aussergewéinlech Generalversammlung aberuff ginn fir dréngend Moosnamen ze beroden. Dës Versammlung gëtt aberuff op eng motivéiert Demande hin, ënnerschriwwen vun engem Drëttel vun den Membere.

Kapitel 3. Verwaltungsrot

Art. 12. D' HOT DADDY'Suessem gëtt gefouert vun engem Verwaltungsrot dee sech aus 9 aktive Membere zesummesetzt.

De Verwaltungsrot setzt sech aus dem President, Vize-President, Sekretär, Trésorier, an 5 aktive Membere zesummen. De President, de Vize-President, de Sekretär an den Trésorier gi vum Verwaltungsrot gewielt.

Art. 13. De Verwaltungsrot kënn all Kéier zesummen, wann d'Geschäfte vun den HOT DADDY'Suessem et verlaangen. De Sekretär schéckt eng schrëftlech Invitatioun oder eng Invitatioun via E-Mail un d'Membere vum Verwaltungsrot vir d'Reunioun vum dësem anzeberuffen.

Art. 14.

1. D'Décisionen vum Verwaltungsrot ginn duerch Stëmmemajoritéit getraff. Bei Stëmmgläichheet, entscheet d'Stëmm vum President.

2. De Verwaltungsrot ka sech nëmme statuéieren wann d'Majoritéit vun de Membere present ass oder iwuer Prokuriatioun vertrauede sinn. En Administrateur vum Verwaltungsrot ka sech just duerch eng Prokuriatioun bei enger Reunioun vum Verwaltungsrot vertrieede loossen.

3. E Member vum Verwaltungsrot dee géint d'Statuten oder eng Décisioun vun den HOT DADDY'Suessem verstéisst, ka vum Verwaltungsrot bis zur nächster Generalversammlung suspendéiert ginn, déi dann décidéiert op de Concernéierten säi Mandat ka fäerdeg maachen oder aus dem Verwaltungsrot ausgeschloss gëtt.

Kapitel 3. Verwaltungsrot

Art. 15. Zum Schluss vun all Geschäftsjoer ginn d'Konten vum Direktiounscomité opgestallt an zesummen mat dem Budget fir dat folgend Geschäftsjoer der Generalversammlung virgeluecht.

Art. 16. Déi gewéinlech Generalversammlung bestëmmt all Joer zwee Keesserevisseuren, déi um Enn vun all Geschäftsjoer de Rapport iwuer d'Kontenféierung vun den HOT DADDY'Suessem an der Generalversammlung virleeë mussen.

Art. 17. D'Recetten vun den HOT DADDY'Suessem bestinn aus:

- a) Cotisatiounen vun de Veräinsmembere
- b) Subsidien;
- c) Spenden;
- d) Boni vun Aktivitéiten an Organisatiounen;

Art. 18. Wann et virkënn, datt eng Regelong vun engem eventuelle Fall dee net an dëse Statuten virgesinn ass optrëtt, dann zielt d'ASBL-Gesetz. Wann en och do net virgesinn ass, gëtt vum Verwaltungsrot tranchéiert.

Kapitel 4. Statutenännerung

Art. 19. D'Statuten kënnen nëmme geännert ginn duerch eng Generalversammlung, esou wéi dat am ASBLGesetz virgesinn ass, an op Initiative vum Verwaltungsrot oder vun engem Grupp vu wéinstens engem Drëttel vun aktive Membere. An dësem Fall, mussen d'Propositionen dem Comité wéinstens 14 Deeg am viraus schrëftlech oder via E-Mail ënnerbreet ginn.

Kapitel 5. Opléisung vun den Hot Daddy'suessem

Art. 20. HOT DADDY'Suessem. kann nëmme opgeléist ginn, esou wéi et am Asbl Gesetz virgesinn ass.

Art. 21. Am Fall vun enger Opléisung geet d'Verméigen vun den HOT DADDY'Suessem un d'GSH a.s.b.l vun der Gemeng Suessem.

Kapitel 6. Ofschléissend Bestëmmungen

Art. 22. D'Käschten fir d'Grënnung vun den HOT DADDY'Suessem gi vun den 9 Grënnungsmembere gedroen. Suessem den 15 Abrel 2015.

Jean-Claude MAJERUS / WENZEL Mike / SCHMIT Jos / THILMANY
Jean-Claude / LAMBORELLE Robert / DE JESUS José / PASCOLINI Roberto /
JUNG Jean-Pierre / GREGORIUS Sylvain.

Référence de publication: 2015121250/140.

(150130590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.